



## **RAPPORT DE GESTION INTERMÉDIAIRE**

---

### **TABLE DES MATIÈRES**

<b>PROFIL DE L'ENTREPRISE .....</b>	<b>2</b>
<b>SECTEURS D'ACTIVITÉS.....</b>	<b>2</b>
<b>FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DE L'EXERCICE 2015 .....</b>	<b>3</b>
<b>MESURES NON NORMALISÉES EN VERTU DES IFRS .....</b>	<b>3</b>
<b>ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS .....</b>	<b>4</b>
<b>ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS .....</b>	<b>7</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE .....</b>	<b>11</b>
<b>INFORMATIONS ADDITIONNELLES .....</b>	<b>15</b>
<b>SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES .....</b>	<b>19</b>

## PROFIL DE L'ENTREPRISE

Groupe TVA inc. (« Groupe TVA » ou la « Société »), filiale de Québecor Média inc. (« QMI » ou « la société mère »), est une entreprise de communication qui œuvre dans trois secteurs d'activités : la télédiffusion et production, les magazines et les services cinématographiques et audiovisuels. En télédiffusion et production, la Société est active en création, en production et en diffusion d'émissions de divertissement, d'information et d'affaires publiques, en distribution de produits audiovisuels et de films et en production commerciale. Elle exploite le plus important réseau privé de télévision de langue française en Amérique du Nord, en plus d'exploiter sept services spécialisés. Elle possède également une participation minoritaire dans la chaîne spécialisée Évasion. Dans le secteur magazines, Groupe TVA publie plus de 50 titres, ce qui en fait le plus important éditeur de magazines au Québec. Le secteur des services cinématographiques et audiovisuels offre des services de location de studios et d'équipements ainsi que des services de postproduction et d'effets visuels. Les actions classe B de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole TVA.B.

Le présent rapport de gestion intermédiaire couvre les principales activités du premier trimestre 2016 ainsi que les plus importants changements effectués en regard de l'exercice financier précédent. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2016 et 2015 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») dont, en particulier, conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*.

Tous les montants dans ce rapport de gestion sont en dollars canadiens. Le rapport de gestion devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion annuel de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2015, de même qu'avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 31 mars 2016.

## SECTEURS D'ACTIVITÉS

Au début de l'exercice 2016, la direction a apporté des modifications à la structure de gestion de la Société. Suite à ces changements, certaines activités du secteur télédiffusion et production, anciennement exercées par TVA Accès inc. (maintenant Mels Doublage inc.), ont été transférées au sein de différentes entités de la Société. Ainsi, les activités de production commerciale sont demeurées au sein du secteur télédiffusion et production, les activités d'édition sur mesure, de production commerciale imprimée et de services prémédia ont été intégrées aux activités du secteur magazines alors que les activités de doublage font maintenant partie du secteur des services cinématographiques et audiovisuels. L'information financière de la période précédente a été retraitée pour tenir compte de cette nouvelle présentation.

Les activités de la Société se composent dorénavant des secteurs suivants :

- **Le secteur télédiffusion et production** inclut les activités du Réseau TVA (y compris la filiale et les divisions TVA Productions inc., TVA Nouvelles et TVA Interactif), des services spécialisés, de la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques télévisuelles, les activités de production commerciale ainsi que les activités de distribution de produits audiovisuels de la division TVA Films.
- **Le secteur magazines**, par l'entremise de ses filiales, notamment TVA Publications inc. et Les Publications Charron & Cie inc., comprend les activités d'édition de magazines de langues française et anglaise dans des domaines variés incluant les arts, le spectacle, la télévision, la mode, les sports et la décoration, la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques liées aux magazines ainsi que les activités d'édition sur mesure, de production commerciale imprimée et de services prémédia.
- **Le secteur des services cinématographiques et audiovisuels**, par le biais des filiales Mels Studios et Postproduction s.e.n.c. (« MELS ») et Mels Doublage inc., inclut les activités de services de location de studios et d'équipements, de doublage ainsi que les services de postproduction et effets visuels.

## **FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DE L'EXERCICE 2015**

- Le 19 avril 2016, la Société a annoncé qu'elle ne demanderait pas de renouvellement pour la licence de la chaîne spécialisée « Argent » au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC ») et que la diffusion de celle-ci cesserait le 30 avril 2016.
- Le 12 avril 2016, la Société a lancé « Molto », un nouveau kiosque numérique qui offre le contenu de tous ses magazines et qui permet aux utilisateurs de consommer à volonté l'intégralité de ses publications sur leur tablette ou leur téléphone intelligent.
- Le 29 mars 2016, la Société a inauguré sa nouvelle station haute définition (HD) dans des nouveaux locaux adjacents au Centre Vidéotron au cœur de l'actualité culturelle et sportive de la ville de Québec.

## **MESURES NON NORMALISÉES EN VERTU DES IFRS**

Pour évaluer son rendement financier, la Société utilise certaines mesures qui ne sont pas calculées, ni reconnues, selon les IFRS. La méthode de calcul des mesures financières hors IFRS de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises et, par conséquent, les mesures financières qu'elle présente dans ce rapport de gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures ayant des noms semblables divulguées par d'autres entreprises.

### **Bénéfice ou perte d'exploitation ajusté(e) (« Résultats d'exploitation ajustés »)**

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e) comme le bénéfice net (la perte nette) avant l'amortissement des immobilisations et actifs incorporels, les charges financières, les frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres, les impôts sur le bénéfice et la part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées. Le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e), tel(le) que défini(e) ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidité. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'activités qui en font partie. Cette mesure élimine le niveau substantiel de dépréciation et d'amortissement des actifs corporels et incorporels et n'est pas affectée par la structure du capital ou par les activités d'investissement de la Société et de ses différents secteurs d'activités. En outre, le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e) est utile, car il (elle) constitue un élément important des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. Signalons que la définition du bénéfice (de la perte) d'exploitation ajusté(e) adoptée par la Société peut différer de celle d'autres entreprises.

Le tableau 1 présente la conciliation du bénéfice (de la perte) d'exploitation ajusté(e) avec la perte nette attribuable aux actionnaires divulguée aux états financiers consolidés résumés de la Société.

**Tableau 1****Conciliation du bénéfice (de la perte) d'exploitation ajusté(e) présenté(e) dans ce rapport avec la perte nette attribuable aux actionnaires divulguée aux états financiers consolidés résumés**  
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2016	2015
Bénéfice (perte) d'exploitation ajusté(e) :		
Télédiffusion et production	(3 884) \$	(8 659) \$
Magazines	2 059	965
Services cinématographiques et audiovisuels	2 122	3
	297	(7 691)
Amortissement des immobilisations et actifs incorporels	8 434	6 808
Charges financières	970	1 935
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres	452	407
Recouvrement d'impôts	(2 099)	(5 982)
Part (du bénéfice) de la perte dans les entreprises associées	(106)	3 852
Participation ne donnant pas le contrôle	35	-
<b>Perte nette attribuable aux actionnaires</b>	<b>(7 389) \$</b>	<b>(14 711) \$</b>

**ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS****Comparaison des premiers trimestres 2016 et 2015**

**Produits d'exploitation** de 145 523 000 \$, en hausse de 19 009 000 \$ (15,0 %).

- Hausse de 2 440 000 \$ (2,4 %) dans le secteur télédiffusion et production (tableau 2) due essentiellement à la croissance de 2,8 % des revenus provenant du Réseau TVA et à l'augmentation de 4,7 % des revenus d'abonnement de « TVA Sports ».
- Hausse de 12 609 000 \$ (84,7 %) dans le secteur magazines (tableau 2), principalement attribuable à l'impact favorable généré par l'ajout des magazines acquis de Transcontinental inc. (« Transcontinental ») le 12 avril 2015, compensé en partie par la baisse des produits d'exploitation reliée à la cessation de la publication de certains titres au cours de l'année 2015.
- Hausse de 5 263 000 \$ (51,4 %) dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (tableau 2), due essentiellement à l'augmentation des revenus de location de studios et d'équipements.

**Tableau 2**  
**Produits d'exploitation**  
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2016	2015
Télédiffusion et production	105 963 \$	103 523 \$
Magazines	27 487	14 878
Services cinématographiques et audiovisuels	15 512	10 249
Éléments intersectoriels	(3 439)	(2 136)
	<b>145 523 \$</b>	<b>126 514 \$</b>

**Bénéfice d'exploitation ajusté** de 297 000 \$, soit un écart favorable de 7 988 000 \$ (103,9 %).

- Écart favorable de 4 775 000 \$ dans le secteur télédiffusion et production (tableau 3), principalement attribuable à l'augmentation de 37,7 % des résultats d'exploitation ajustés des chaînes spécialisées, essentiellement reliée à la diminution de la perte d'exploitation ajustée de « TVA Sports », ainsi qu'à l'augmentation du bénéfice d'exploitation ajusté du Réseau TVA.
- Écart favorable de 1 094 000 \$ dans le secteur magazines (tableau 3), principalement attribuable à l'ajout du bénéfice d'exploitation ajusté provenant des magazines acquis ainsi qu'à la réduction des dépenses attribuable à la baisse du volume d'activités pour les magazines comparables.
- Écart favorable de 2 119 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (tableau 3), principalement attribuable à l'augmentation du bénéfice d'exploitation ajusté généré par la location de studios et d'équipements dû à un volume d'activités plus élevé.

**Tableau 3**  
**Bénéfice (perte) d'exploitation ajusté(e)**  
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2016	2015
Télédiffusion et production	(3 884) \$	(8 659) \$
Magazines	2 059	965
Services cinématographiques et audiovisuels	2 122	3
	<b>297 \$</b>	<b>(7 691) \$</b>

**Perte nette attribuable aux actionnaires** de 7 389 000 \$ (-0,17 \$ par action de base et dilué), comparativement à une perte nette attribuable aux actionnaires de 14 711 000 \$ (-0,57 \$ par action de base et dilué) à la même période de 2015.

- Cet écart favorable de 7 322 000 \$ (0,40 \$ par action de base et dilué) s'explique essentiellement par :
  - la hausse du bénéfice d'exploitation ajusté de 7 988 000 \$;
  - l'écart favorable de 3 958 000 \$ au niveau de la participation dans les entreprises associées; et

- l'écart favorable de 965 000 \$ au niveau des charges financières;

partiellement compensés par :

- l'écart défavorable de 3 883 000 \$ au niveau du recouvrement d'impôts; et
  - l'écart défavorable de 1 626 000 \$ au niveau de la dépense d'amortissement.
- Le calcul du résultat par action a été fait sur une moyenne pondérée d'actions diluée en circulation de 43 205 535 pour le trimestre terminé le 31 mars 2016 et de 25 693 012 pour le trimestre correspondant de 2015. Cette augmentation de la moyenne pondérée d'actions diluée en circulation découle de l'émission de 19 434 629 actions classe B le 20 mars 2015 dans le cadre de la clôture d'une offre de droits de souscription aux actionnaires existants.

**Charge d'amortissement des immobilisations et actifs incorporels** de 8 434 000 \$, soit une hausse de 1 626 000 \$ principalement attribuable à la révision, au cours du quatrième trimestre de 2015, de la durée d'utilisation de certaines immobilisations acquises de MELS ainsi qu'à l'amortissement des actifs incorporels découlant de l'acquisition des magazines de Transcontinental.

**Charges financières** de 970 000 \$, soit une baisse de 965 000 \$ qui s'explique essentiellement par la comptabilisation des charges d'intérêts reliées à la facilité de crédit de 100 000 000 \$ consentie par QMI au premier trimestre 2015.

**Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres** de 452 000 \$ pour le premier trimestre 2016 comparativement à une charge de 407 000 \$ pour la période correspondante de 2015.

- Au cours du premier trimestre 2016, la Société a enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 392 000 \$ suite à l'abolition de postes dont 314 000 \$ dans le secteur magazines et 78 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels ainsi que des honoraires professionnels de 60 000 \$ relativement aux acquisitions de MELS et des magazines de Transcontinental.
- Au cours du premier trimestre 2015, la Société avait enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 245 000 \$ suite à l'abolition de postes dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels ainsi que des honoraires professionnels de 162 000 \$ relativement aux acquisitions de MELS et des magazines de Transcontinental.

**Recouvrement d'impôts** de 2 099 000 \$ (taux effectif de 22,0 %) au premier trimestre 2016 comparativement à un recouvrement de 5 982 000 \$ (taux effectif de 35,5 %) pour la même période de 2015.

- Au premier trimestre 2016, la légère baisse du taux effectif par rapport au taux statutaire de la Société de 26,9 % s'explique, entre autres, par l'écart permanent relié aux éléments non déductibles.
- Au premier trimestre 2015, la hausse du taux effectif par rapport au taux statutaire de la Société de 26,9 % s'expliquait principalement par la part de la Société dans les économies d'impôts découlant des pertes de Télévision ROC s.e.n.c. (« Télévision ROC », anciennement Société en nom collectif SUN News), pour cette période.

**Part du bénéfice dans les entreprises associées** de 106 000 \$ au premier trimestre 2016, comparativement à une perte de 3 852 000 \$ pour le trimestre correspondant de 2015, soit un écart favorable de 3 958 000 \$. L'écart favorable s'explique principalement par la part de la Société dans la perte de Télévision ROC pour le premier trimestre 2015, qui incluait l'ensemble des coûts reliés à la cessation des activités de la chaîne spécialisée SUN News.

**Participation ne donnant pas le contrôle** de 35 000 \$ au premier trimestre 2016 contre une participation nulle pour la période correspondante de 2015.

La participation ne donnant pas le contrôle représente la quote-part de l'actionnaire minoritaire dans le bénéfice net d'une société détenue à 51 % par TVA Publications inc. pour l'exploitation de certains magazines acquis de Transcontinental.

## ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS

### Télédiffusion et production

#### Comparaison des premiers trimestres 2016 et 2015

**Produits d'exploitation** de 105 963 000 \$, soit une augmentation de 2 440 000 \$ (2,4 %), principalement attribuable à :

- la hausse de 2,8 % des revenus du Réseau TVA provenant essentiellement d'un niveau d'activités plus élevé en production commerciale, compensé en partie par une diminution de 0,9 % des revenus publicitaires;
- la hausse de 4,7 % des revenus d'abonnement reliés à « TVA Sports »; et
- la hausse de 7,6 % des revenus d'abonnement pour l'ensemble des autres services spécialisés dont les chaînes « MOI&cie », « addik<sup>TV</sup> » et « Casa » qui ont connu des croissances respectives de 14,7 %, 13,0 % et 10,8 %;

compensées en partie par :

- la baisse de 3,4 % des revenus publicitaires des services spécialisés.

#### Statistiques d'écoute du marché francophone

**Tableau 4**  
**Statistiques d'écoute du marché francophone**  
(Parts de marché en %)

Premier trimestre 2016 vs Premier trimestre 2015			
	2016	2015	Écart
<b>Chaînes généralistes francophones :</b>			
TVA	25,3	24,2	1,1
SRC	14,0	13,5	0,5
V	7,5	7,8	-0,3
	46,8	45,5	1,3
<b>Chaînes spécialisées et payantes francophones :</b>			
TVA	10,4	10,4	-
Bell Média	15,9	17,7	-1,8
Corus	7,3	6,7	0,6
SRC	4,7	4,3	0,4
Autres	4,3	4,7	-0,4
	42,6	43,8	-1,2
<b>Total chaînes anglophones et autres :</b>	<b>10,6</b>	10,7	-0,1
<b>Groupe TVA</b>	<b>35,7</b>	34,6	1,1

Source : Numeris - Québec franco, 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2016, l-d, 2h-2h, t2+.

Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2016, les parts de marché totales de Groupe TVA ont été de 35,7 parts comparativement à 34,6 parts pour la période correspondante de 2015, soit une augmentation de 1,1 part.

Les parts de marché combinées des services spécialisés de Groupe TVA sont demeurées stables à 10,4 parts pour les premiers trimestres 2016 et 2015. Avec ses 3,2 parts, la chaîne d'information et d'affaires publiques « LCN » devance toujours son principal concurrent « RDI » qui a terminé le premier trimestre avec 2,8 parts.

Le Réseau TVA demeure en tête des stations généralistes avec 25,3 parts de marché, soit une augmentation de 1,1 part comparativement au trimestre correspondant de 2015. Le Réseau TVA a également diffusé 22 des 30 émissions les plus regardées au Québec durant le premier trimestre 2016, dont *La Voix* qui s'est particulièrement démarquée en se retrouvant en première position avec un auditoire moyen de près de 2,6 millions de téléspectateurs, ce qui représente une moyenne de 57,5 parts de marché, et atteignant même des pointes d'écoute dépassant les 3,5 millions de téléspectateurs.

**Charges d'exploitation** de 109 847 000 \$, soit une baisse de 2 335 000 \$ (-2,1 %). Cette baisse est expliquée principalement par :

- la baisse de 6,2 % des charges d'exploitation de « TVA Sports » découlant essentiellement d'une diminution des frais de production d'émissions; et
- la baisse de 3,1 % des charges d'exploitation des autres services spécialisés;

compensées en partie par :

- la hausse de 1,3 % des charges d'exploitation du Réseau TVA découlant principalement d'un niveau d'activités plus élevé en production commerciale, compensé en partie par des économies de production et d'autres économies opérationnelles.

**Perte d'exploitation ajustée** de 3 884 000 \$, soit une variation favorable de 4 775 000 \$, expliquée principalement par:

- la baisse de 20,9 % de la perte d'exploitation ajustée de « TVA Sports », laquelle s'explique par la baisse de 6,2 % de ses charges d'exploitation combinée à l'augmentation de 4,7 % de ses revenus d'abonnement tel que mentionné ci-dessus;
- la hausse du bénéfice d'exploitation ajusté des autres services spécialisés, attribuable à la combinaison de la hausse des revenus d'abonnement et de la baisse des charges d'exploitation; et
- la hausse du bénéfice d'exploitation ajusté du Réseau TVA, attribuable essentiellement aux économies de frais d'exploitation réalisées durant le trimestre.

**Analyse de la relation coûts/revenus :** Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur télédiffusion et production (exprimés en pourcentage des revenus) ont diminué, passant de 108,4 % pour le premier trimestre 2015 à 103,7 % pour la même période de 2016. Cette diminution provient essentiellement de la combinaison de l'augmentation des revenus et de la diminution des charges d'exploitation des services spécialisés.



### Comparaison des premiers trimestres 2016 et 2015

- **Produits d'exploitation** de 27 487 000 \$, soit une hausse de 12 609 000 \$ (84,7 %), expliquée principalement par :
  - l'ajout des revenus des magazines acquis de Transcontinental le 12 avril 2015;compensé en partie par :
  - la baisse des produits d'exploitation reliée à la cessation de la publication des sept titres suivants au cours de l'année 2015 : « Moi&cie », « Le Lundi », « Signé M », « Femmes etc. », « FA », « Animal » et « 150 plans »;
  - la baisse de 12,7 % des revenus publicitaires des magazines comparables; et
  - la baisse de 6,3 % des revenus en kiosque des magazines comparables.

### **Fonds du Canada pour les périodiques**

Le 1<sup>er</sup> avril 2010, le gouvernement canadien a instauré le Fonds du Canada pour les périodiques (« FCP ») qui offre une aide financière aux industries canadiennes des magazines et des journaux non quotidiens afin qu'elles puissent continuer à produire et à diffuser du contenu canadien. L'ensemble de l'aide reliée à ce programme est entièrement enregistrée à titre de produits d'exploitation et représente 11,7 % des produits d'exploitation du secteur pour la période de trois mois se terminant le 31 mars 2016 (12,4 % pour la période correspondante de 2015).

### **Statistiques de lectorat et de parts de marché**

Avec près de 2,7 millions de lecteurs multiplateformes pour ses titres francophones, Groupe TVA est l'éditeur de magazines francophones numéro 1 au Québec, sans compter ses 6,8 millions de lecteurs au Canada anglais à chaque édition.

Le magazine « 7 Jours », consacré à l'actualité artistique et culturelle, est l'hebdomadaire numéro 1 au Québec avec près de 600 000 lecteurs multiplateformes chaque semaine.

Groupe TVA est également l'éditeur numéro 1 en style de vie au Canada. En effet, « Canadian Living » est le magazine anglophone le plus lu chez les femmes avec près de 3 millions de lectrices multiplateformes tandis que son pendant francophone, « Coup de pouce », est le magazine en version imprimée le plus lu au Québec et détient plus de 1,2 million de lecteurs multiplateformes.

Les magazines de mode rejoignent plus de 2,2 millions de Canadiennes chaque mois sur l'ensemble des plateformes. Avec près de 1,6 million de lectrices toutes plateformes confondues, « ELLE Canada » est le magazine de mode numéro 1 au Canada. Du côté francophone, « ELLE Québec » s'avère le magazine de mode le plus prisé avec ses 556 000 lectrices multiplateformes.

Finalement, « The Hockey News » se place au premier rang des magazines de sport au pays avec ses 1,8 million de lecteurs multiplateformes à chaque édition.

#### *Sources :*

*Vividata, 2015 Q4, Canada total, 12+*

*Vividata, 2015 Q4, Canada total, F12+*

**Charges d'exploitation** de 25 428 000 \$, soit une hausse de 11 515 000 \$ (82,8 %), principalement attribuable à l'ajout des charges d'exploitation des magazines acquis, compensé en partie par la baisse des charges d'exploitation reliée à la cessation de la publication de titres au cours de l'année 2015 ainsi que par la réduction des dépenses attribuable à la baisse du volume d'activités des magazines comparables.

**Bénéfice d'exploitation ajusté** de 2 059 000 \$, soit une variation favorable de 1 094 000 \$, expliquée principalement par l'ajout du bénéfice d'exploitation ajusté des magazines acquis et par la réduction des dépenses attribuable à la baisse du volume d'activités des magazines comparables.

**Analyse de la relation coûts/revenus** : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur magazines (exprimés en pourcentage des revenus) relativement stable à 92,5 % pour le premier trimestre de 2016 contre 93,5 % pour la même période de 2015.

## Services cinématographiques et audiovisuels

### Comparaison des premiers trimestres 2016 et 2015

**Produits d'exploitation** de 15 512 000 \$, soit une augmentation de 5 263 000 \$ (51,4 %), principalement attribuable à :

- la hausse de 171,7 % des revenus de location de studios et d'équipements provenant du tournage de la série américaine *Quantico* ainsi que du tournage supplémentaire de certaines scènes de la production hollywoodienne d'envergure *X-Men Apocalypse* de la compagnie 20<sup>th</sup> Century Fox;
- la hausse des revenus de postproduction et de doublage;

compensées en partie par :

- la baisse de 55,6 % des revenus d'effets visuels due à un volume d'activités moindre au premier trimestre 2016 alors qu'au trimestre correspondant de 2015, le film américain *Fallen* ainsi que la prestigieuse série franco-canadienne *Versailles* avaient utilisé les ressources de MELS et son expertise d'effets visuels.

**Charges d'exploitation** de 13 390 000 \$, soit une hausse de 3 144 000 \$ (30,7 %). Cette hausse est expliquée principalement par :

- la hausse de 84,3 % des charges d'exploitation reliées à la location de studios et d'équipements découlant essentiellement du volume d'activités plus élevé; et
- la hausse de 26,6 % des charges d'exploitation reliées à la postproduction et au doublage attribuable au volume d'activités plus élevé;

compensées en partie par :

- la baisse de 42,8 % des charges d'exploitation reliée au volume moindre des activités d'effets visuels.

**Bénéfice d'exploitation ajusté** de 2 122 000 \$, soit une variation favorable de 2 119 000 \$, expliquée principalement par:

- la hausse du bénéfice d'exploitation ajusté découlant des volumes d'activités accrus au niveau de la location de studios et d'équipements, de la postproduction et du doublage;

compensée en partie par :

- la baisse des résultats d'exploitation ajustés reliée au volume d'activités moindre en ce qui a trait aux services d'effets visuels.

Dû au caractère saisonnier des opérations de ce secteur, le premier trimestre de l'année est une période où les activités sont habituellement réduites, notamment en ce qui concerne la location de studios et d'équipements

cinématographiques. La Société a donc su tirer partie de son expertise et de ses relations privilégiées avec les producteurs locaux et internationaux pour réaliser un premier trimestre 2016 supérieur aux résultats habituels pour cette période de l'année.

**Analyse de la relation coûts/revenus :** coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur des services cinématographiques et audiovisuels (exprimés en pourcentage des revenus) de 86,3 % pour le premier trimestre 2016 contre 100,0 % pour le premier trimestre 2015. Cette diminution provient essentiellement de la bonne performance des activités de locations de studios et d'équipements tant au niveau des revenus que des charges d'exploitation au premier trimestre 2016.

## FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Les flux de trésorerie de la Société liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement sont résumés dans le tableau 5 suivant :

**Tableau 5**  
**Résumé des flux de trésorerie de la Société**  
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2016	2015
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(4 776) \$	25 127 \$
Émission de capital-actions, net des coûts de transaction	-	108 725
Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels	(13 390)	(6 568)
Augmentation des placements	-	(2 081)
Autres	21	(667)
<b>(Augmentation) diminution de la dette nette</b>	<b>(18 145) \$</b>	<b>124 536 \$</b>
	<b>31 mars 2016</b>	<b>31 décembre 2015</b>
<b>Situation à la fin :</b>		
Dette à long terme	67 485 \$	68 812 \$
Instrument financier dérivé	674	814
Dette échéant à court terme	4 688	4 219
Découvert bancaire	11 818	-
Moins : espèces	(4 671)	(11 996)
<b>Dette nette</b>	<b>79 994 \$</b>	<b>61 849 \$</b>

## **Activités d'exploitation**

**Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation** en baisse de 29 903 000 \$ pour la période de trois mois se terminant le 31 mars 2016 principalement dû à :

○ la variation nette défavorable des actifs et passifs d'exploitation suivants :

- des droits de diffusion à payer pour 26 551 000 \$;
- des débiteurs pour 9 577 000 \$;
- des revenus reportés pour 8 194 000 \$; et
- des créditeurs et charges à payer pour 4 476 000 \$;

compensée en partie par :

- la variation nette favorable au niveau des émissions, droits de diffusion et stocks pour 10 141 000 \$; et
- la hausse des résultats d'exploitation ajustés de 7 988 000 \$.

**Fonds de roulement** négatif de 6 830 000 \$ au 31 mars 2016 comparativement à un fonds de roulement de 10 248 000 \$ au 31 décembre 2015. Cet écart défavorable de 17 078 000 \$ est principalement attribuable à l'augmentation du découvert bancaire et des droits de diffusion à payer ainsi qu'à la baisse du niveau des espèces, compensées en partie par la diminution des revenus reportés.

## **Activités d'investissement**

**Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels** de 13 390 000 \$ pour le premier trimestre de 2016, comparativement à 6 568 000 \$ pour la même période de 2015, soit une hausse de 6 822 000 \$ (103,9 %). Cette augmentation est principalement attribuable à la variation nette des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels financées par les créditeurs et charges à payer lesquelles se chiffraient à 8 359 000 \$ au 31 décembre 2015 comparativement à 1 442 000 \$ au 31 mars 2016.

**Variation nette des placements** nulle au cours du premier trimestre de 2016 alors qu'elle a été de 2 081 000 \$ durant le premier trimestre de 2015. En 2015, la Société avait effectué une mise de fonds de 2 352 000 \$ dans Télévision ROC et avait encaissé un dividende de 271 000 \$ lié à un placement dans une société associée.

## **Activités de financement**

**Dette à long terme** (excluant les frais de financement reportés) relativement stable à 72 870 000 \$ au 31 mars 2016, comparativement à 73 797 000 \$ au 31 décembre 2015. La variation découle principalement des paiements en capital trimestriels prévus sur le prêt à terme qui débutaient le 20 décembre 2015.

## **Situation financière au 31 mars 2016**

**Liquidités disponibles nettes** de 137 662 000 \$, soit un emprunt à terme rotatif disponible et inutilisé de 149 480 000 \$ moins un découvert bancaire de 11 818 000 \$.

Au 31 mars 2016, le capital minimal à rembourser sur la dette au cours des prochaines périodes de douze mois se chiffrait comme suit :

**Tableau 6**  
**Capital minimal à rembourser sur la dette de Groupe TVA**  
**Périodes de 12 mois terminées les 31 mars**  
(en milliers de dollars)

2017	4 688	\$
2018	7 500	
2019	10 313	
2020	50 369	
<b>Total</b>	<b>72 870</b>	<b>\$</b>

L'échéance moyenne pondérée de la dette de Groupe TVA était d'environ 3,0 années au 31 mars 2016 (3,2 années au 31 décembre 2015). La dette était constituée en totalité de dettes à taux variable au 31 mars 2016 et au 31 décembre 2015. La Société utilise un swap de taux d'intérêt pour fixer les déboursés d'intérêts futurs sur une tranche de 37 125 000 \$ de son prêt à terme garanti qui porte intérêt à un taux variable.

La Société dispose également d'un crédit rotatif de 150 000 000 \$ (150 000 000 \$ au 31 décembre 2015) qui a été renouvelé le 3 novembre 2014 et venant à échéance le 24 février 2019. Au 31 mars 2016 et au 31 décembre 2015, aucun montant n'avait été prélevé sur le crédit rotatif, à l'exception de lettres de crédit pour un montant de 520 000 \$ (425 000 \$ au 31 décembre 2015).

Le 30 décembre 2014, dans le cadre du financement de l'acquisition de MELS, la Société avait obtenu une facilité de crédit de 100 000 000 \$ provenant de QMI. Cette facilité venait à échéance le 30 mars 2015, avec une option de proroger pour une période additionnelle de 90 jours au gré de la Société. La Société a utilisé le produit net de son placement de droits de souscription pour rembourser cette facilité de crédit le 20 mars 2015.

La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie générés sur une base annuelle par les activités d'exploitation poursuivies et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour rencontrer les besoins futurs de fonds requis en matière d'investissement en capital, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de remboursement de dettes, de contributions en vertu des régimes de retraite, de paiements de dividendes (ou de distribution de capital) et pour respecter ses engagements et garanties.

En vertu de ses conventions de crédit, la Société est assujettie à certaines restrictions dont le maintien de certains ratios financiers. Au 31 mars 2016, la Société respectait toutes les conditions relatives à ses conventions de crédit.

## Analyse du bilan consolidé au 31 mars 2016

### Tableau 7

#### Bilans consolidés de Groupe TVA

#### Analyse des principales variations entre les 31 mars 2016 et 31 décembre 2015

(en milliers de dollars)

	<b>31 mars 2016</b>	31 déc. 2015	Écart	Principales sources d'explication de l'écart
<b><u>Actifs</u></b>				
Espèces	<b>4 671</b> \$	11 996 \$	(7 325) \$	Impact d'une gestion serrée de la trésorerie à la fin de l'exercice 2015.
Droits de diffusion	<b>46 580</b>	36 321	10 259	Impact des investissements accrus en programmation et de la variation courante et saisonnière des activités.
<b><u>Passifs</u></b>				
Découvert bancaire	<b>11 818</b>	-	11 818	Impact d'une gestion serrée de la trésorerie à la fin de l'exercice 2015.
Droits de diffusion à payer	<b>98 538</b>	88 867	9 671	Impact des investissements au niveau de la programmation de « TVA Sports » et du Réseau TVA.
Revenus reportés	<b>18 952</b>	28 148	(9 196)	Impact de la reconnaissance aux résultats de l'aide gouvernementale et des revenus d'abonnement du secteur magazines.
Passif au titre des prestations définies	<b>18 896</b>	2 322	16 574	Reconnaissance d'une perte actuarielle liée à la diminution du taux d'actualisation et du rendement des caisses des régimes de retraite.

## INFORMATIONS ADDITIONNELLES

### Obligations contractuelles

Au 31 mars 2016, les obligations contractuelles importantes des activités d'exploitation comprenaient les remboursements de capital et d'intérêts sur la dette, les paiements pour des contrats d'acquisition de droits de diffusion et de distribution, ainsi que des paiements pour les autres engagements contractuels tels que les contrats de location-exploitation pour des services et des locaux pour bureaux. Ces obligations contractuelles sont résumées dans le tableau 8.

**Tableau 8**

### Obligations contractuelles importantes de Groupe TVA au 31 mars 2016

(en milliers de dollars)

	Moins d'un an	1-3 ans	3-5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dette à long terme	4 688 \$	17 813 \$	50 369 \$	- \$	72 870 \$
Paiement d'intérêts <sup>1</sup>	2 541	4 068	844	-	7 453
Droits de diffusion	218 458	169 145	143 626	348 849	880 078
Autres engagements	15 718	15 432	4 761	1 470	37 381
<b>Total</b>	<b>241 405 \$</b>	<b>206 458 \$</b>	<b>199 600 \$</b>	<b>350 319 \$</b>	<b>997 782 \$</b>

<sup>1</sup> Les intérêts sont calculés à partir d'un niveau de dette constant à celui au 31 mars 2016 sur l'emprunt à terme rotatif et incluent les frais de disponibilité sur celui-ci.

En 2013, QMI et Groupe TVA ont conclu une entente d'une durée de 12 ans avec Rogers Communications concernant les droits de diffusion francophones de la Ligue Nationale de Hockey pour le Canada. Les charges d'exploitation reliées à ce contrat sont constatées dans les charges d'exploitation de la Société et les engagements totaux liés à cette entente ont été inclus dans les engagements de la Société.

### Opérations conclues entre sociétés apparentées

La Société a conclu les opérations suivantes avec des sociétés apparentées dans le cours normal de ses activités. Ces opérations ont été comptabilisées à la valeur d'échange convenue entre les parties.

Au cours du premier trimestre 2016, la Société a vendu des espaces publicitaires et du contenu, a enregistré des revenus d'abonnement et a fourni des services de production, de postproduction et autres à des sociétés sous contrôle commun et affiliées pour un montant global de 25 996 000 \$ (23 910 000 \$ au premier trimestre 2015).

Pour le premier trimestre de 2016, la Société a constaté des charges liées à des services de télécommunication, des achats d'espaces publicitaires, de services professionnels, des commissions sur ventes et des services de presse provenant de transactions effectuées auprès de sociétés sous contrôle commun et affiliées, pour un total de 11 638 000 \$ (9 057 000 \$ pour le premier trimestre 2015).

De plus, au cours du premier trimestre 2016, la Société a facturé des honoraires de gestion à des sociétés sous contrôle commun pour un montant de 906 000 \$ (781 000 \$ au premier trimestre 2015). Ces honoraires sont comptabilisés en réduction des charges d'exploitation.

La Société a également comptabilisé des honoraires de gestion à la société mère pour un montant de 955 000 \$ pour le premier trimestre de 2016 (1 080 000 \$ pour le premier trimestre 2015).

### Télévision ROC

Depuis l'annonce le 13 février 2015 de la cessation des activités de Télévision ROC, société dans laquelle Groupe TVA détient une participation de 49 %, la Société a continué d'effectuer des mises de fonds dans Télévision ROC afin de couvrir les pertes opérationnelles jusqu'à la date de fermeture en plus de couvrir les coûts

reliés à la cessation des opérations. Une provision de 1 760 000 \$ est enregistrée dans les créditeurs et charges à payer au 31 mars 2016 afin de couvrir ces coûts.

Aucune mise de fonds n'a été effectuée par les sociétaires au cours du premier trimestre 2016 alors qu'une mise de fonds de 4 800 000 \$ avait été effectuée par les sociétaires au cours du premier trimestre 2015, dont 2 352 000 \$ par Groupe TVA et 2 448 000 \$ par Corporation Sun Media, une société sous contrôle commun.

### Capital-actions

Le tableau 9 présente les données du capital-actions de la Société au 27 avril 2016. De plus, 414 121 options d'achat d'actions classe B de la Société et 226 200 options d'achat d'actions de QMI étaient en circulation au 27 avril 2016.

**Tableau 9**  
**Nombre d'actions en circulation au 27 avril 2016**  
(en actions et en dollars)

	Émises en circulation	Valeur comptable
Actions ordinaires classe A	4 320 000	0,02 \$
Actions classe B	38 885 535	5,33 \$

### Juste valeur des instruments financiers

La Société a considéré la hiérarchie des évaluations à la juste valeur selon l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. Cette hiérarchie reflète l'importance des données utilisées pour évaluer ses instruments financiers comptabilisés à la juste valeur dans les bilans consolidés et se détaille comme suit :

- niveau 1 : les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- niveau 2 : les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix); et
- niveau 3 : les données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Les justes valeurs estimatives de la dette à long terme et de l'instrument financier dérivé sont fondées sur un modèle d'évaluation en utilisant les données du niveau 2. Les justes valeurs sont fondées sur la valeur actualisée des flux de trésorerie en utilisant les taux de rendement à la fin de la période ou la valeur de marché d'instruments financiers similaires comportant la même échéance.

La valeur comptable et la juste valeur de la dette à long terme et de l'instrument financier dérivé au 31 mars 2016 et au 31 décembre 2015 sont les suivantes :



**Tableau 10**  
**Juste valeur des instruments financiers**  
(en milliers de dollars)

	31 mars 2016		31 décembre 2015	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Instrument financier dérivé	674 \$	674 \$	814 \$	814 \$
Prêt à terme <sup>1</sup>	72 870	72 870	73 797	73 797

<sup>1</sup>La valeur comptable de la dette à long terme exclut les frais de financement.

### Contrôles et procédures de communication de l'information

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers selon les IFRS. Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2016, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle, n'a été portée à l'attention de la direction.

### Renseignements supplémentaires

La Société est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes. Par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie de ces documents, sur demande adressée à la Société ou sur Internet à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

### Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques peuvent constituer des énoncés prospectifs assujétis à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer » ou « croire » ou la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou toute terminologie similaire. Au nombre des facteurs pouvant entraîner un écart entre les résultats réels et les attentes actuelles figure la saisonnalité, les risques d'exploitation (y compris les mesures relatives à l'établissement des prix prises par des concurrents et les risques liés à la perte de clients clés dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels), les risques liés aux coûts de contenu de la programmation et de production, le risque de crédit, les risques associés à la réglementation gouvernementale, les risques associés à l'aide gouvernementale, aux effets de la conjoncture économique et de la fragmentation du paysage médiatique ainsi que les risques liés aux relations de travail.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus, qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs, n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif.

Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez vous reporter aux documents publics déposés par la Société qui sont disponibles à [www.sedar.com](http://www.sedar.com) et <http://groupepva.ca>, y compris, en particulier, la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015 et la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle 2015 de la Société.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 10 mai 2016 et sont sous réserve des changements pouvant survenir après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables le requièrent.

Montréal (Québec)

Le 10 mai 2016

**Tableau 11**  
**SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES**  
(en milliers de dollars sauf les montants relatifs aux données par action)

	2016		2015					
	31 mars		31 déc.	30 sept.	30 juin			
<b>Exploitation</b>								
Produits d'exploitation	145 523	\$	165 429	\$	138 523	\$	159 424	\$
Bénéfice d'exploitation ajusté	297	\$	16 846	\$	30 864	\$	7 371	\$
Perte nette attribuable aux actionnaires	(7 389)	\$	(1 472)	\$	(36 455)	\$	(2 588)	\$
<b>Données par action de base et diluée</b>								
Résultat par action de base et diluée	(0,17)	\$	(0,03)	\$	(0,84)	\$	(0,06)	\$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	43 206		43 206		43 206		43 206	
	2015		2014					
	31 mars		31 déc.	30 sept.	30 juin			
<b>Exploitation</b>								
Produits d'exploitation	126 514	\$	129 794	\$	94 525	\$	109 700	\$
(Perte) bénéfice d'exploitation ajusté(e)	(7 691)	\$	6 814	\$	7 638	\$	20 999	\$
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux actionnaires	(14 711)	\$	(4 418)	\$	(35 670)	\$	9 163	\$
<b>Données par action de base et diluée</b>								
Résultat par action de base et diluée	(0,57)	\$	(0,19)	\$	(1,50)	\$	0,39	\$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	25 693		23 771		23 771		23 771	

- Les secteurs d'activités de la Société subissent les effets du caractère saisonnier de certaines de leurs activités dû, entre autres, aux variations saisonnières des revenus publicitaires, aux habitudes de visionnement, de lecture et d'écoute du public et aux besoins en facilité de production des producteurs internationaux et locaux. Puisque la Société dépend des ventes de publicité pour une portion importante de ses revenus, ses résultats d'exploitation sont aussi sensibles aux conditions économiques qui prévalent, y compris les changements dans les conditions économiques locales, régionales et nationales, en outre parce qu'ils peuvent affecter les dépenses de publicité.
- Dans le secteur télédiffusion et production, les charges d'exploitation varient principalement en fonction des coûts de programmation qui sont directement reliés aux stratégies de programmation et à la diffusion des événements sportifs en direct, alors que dans le secteur magazines, les charges d'exploitation varient en fonction des sorties de magazines en kiosque qui peuvent varier d'un trimestre à l'autre. Dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels, les charges d'exploitation varient en fonction des besoins en service de production des producteurs internationaux et locaux.

Par conséquent, les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires peuvent varier d'une période à l'autre.